

pris des mesures concrètes pour alléger le sort de ces personnes. Au cours des deux années précédentes, elle a fait aux pays de cette région des dons importants de produits alimentaires, de médicaments et de moyens de transport, en prenant à sa charge le coût de leur expédition.

15. La délégation soviétique a accueilli favorablement le projet de résolution qui vient d'être adopté, puisque son objet était d'ordre humanitaire, alléger le sort de populations victimes d'une catastrophe naturelle grave. Le fait que la Commission ait discuté de la situation économique et sociale de cette région et adopté un projet de résolution sur la question dès le début de ses travaux indique à quel point elle considère ce problème comme grave. La délégation soviétique n'interprète pas le paragraphe 6 du dispositif comme indiquant que son pays, ou tout autre pays, aurait accepté de modifier les termes des accords bilatéraux conclus avec les pays de la région. Par ailleurs, elle tient pour établi que les dépenses liées à l'application de la résolution seront financées non pas à l'aide des fonds du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, mais à l'aide de contributions volontaires, ainsi qu'il est spécifié aux paragraphes 18 et 19 de la note du Secrétaire général (A/9178). Les paragraphes 3, 15 et 17 du dispositif se rapportent à la nécessité de coordonner l'assistance aux pays de la région soudano-sahélienne et notamment au rôle que les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies seront appelés à jouer en la matière. La position de principe de l'Union soviétique est que les pays bénéficiaires d'une assistance ont le droit de fixer en toute souveraineté les objectifs, la nature et l'orientation de l'assistance, de sélectionner les projets et de coordonner les programmes d'assistance. La fourniture d'une assistance à un pays quelconque avec la participation du Secrétariat de l'ONU et des autres organismes des Nations Unies ne peut servir de prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures du pays ou porter atteinte à ses droits souverains. En l'occurrence, le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel,

composé de représentants des pays de la région, pourrait jouer un rôle déterminant dans la coordination des programmes d'assistance.

16. Les besoins des pays atteints par la sécheresse sont d'une telle ampleur que toutes les ressources de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, y compris les divers fonds de contributions volontaires, ne pourraient suffire. C'est pour cette raison que, avec les délégations de la République démocratique allemande, de la Guinée et de l'Irak, la délégation soviétique attire l'attention sur la proposition déjà faite à la vingt-septième session de l'Assemblée générale (2040<sup>ème</sup> séance plénière) par le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Gromyko, concernant une réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et l'utilisation d'une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. Selon cette proposition, une partie des ressources en question serait affectée avant tout à l'aide aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui, du fait de calamités naturelles, éprouvent de grandes difficultés à réaliser leurs projets les plus urgents d'ordre économique et social. Une décision de l'Assemblée générale à la session en cours non seulement permettrait d'aider les pays de la région soudano-sahélienne à surmonter leurs difficultés, mais fournirait aussi une solution idéale aux problèmes que pose l'assistance au développement économique des pays en voie de développement.

17. M. DIALLO (Haute-Volta), se référant à la question des contributions volontaires évoquée par le représentant de l'Union soviétique, tient à préciser que, dans l'esprit des auteurs du projet de résolution, les Etats Membres — qui viennent de l'adopter à l'unanimité — devaient être prêts à mettre à la disposition du Secrétaire général les ressources nécessaires à l'exécution des activités mentionnées dans le projet. Il convient de ne s'écarter en aucune manière ni de la lettre, ni de l'esprit du texte.

*La séance est levée à 17 h 40.*

## 1534<sup>e</sup> séance

Vendredi 12 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1534

### Organisation des travaux de la Commission (suite\*)

[A/C.2/L.1289]

### POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/9003, chap. III; A/C.2/L.1287)

### CREATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION

1. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à la 1515<sup>ème</sup> séance, lors de l'organisation des travaux de la Commission, le

\* Reprise des débats de la 1526<sup>ème</sup> séance.

représentant des Pays-Bas a fait une proposition formelle tendant à établir un groupe de travail de l'examen et de l'évaluation qui examinerait le point 46 et ferait rapport ultérieurement à la Commission au cours de la session. La Commission a convenu d'ajourner la décision sur la proposition des Pays-Bas de façon que les délégations puissent se consulter officieusement à propos de la proposition et du fond même de la question. A la 1526<sup>ème</sup> séance, la Commission a convenu de prendre une décision sur la création d'un groupe de travail le 12 octobre. Le Président a l'intention de ne s'occuper pour l'instant que des aspects du point 46 qui concernent la procédure. Il a reçu les renseignements suivants sur les résultats des consultations officieuses :

tout d'abord, il lui semble y avoir un consensus selon lequel la procédure la plus pratique consiste à établir un groupe de travail ouvert à tous; ensuite puisque la position des divers groupes sur le fond même de la question n'a pas encore été définitivement formulée, il lui paraît souhaitable de laisser les consultations se poursuivre pendant quelques jours encore, peut-être jusqu'à la fin de la reprise de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social.

2. Le Président souhaite présenter trois suggestions tendant à faciliter les travaux de la Commission. Premièrement, il prie instamment la Commission de décider pendant la séance en cours d'établir un groupe de travail ouvert à tous qui examinerait le point 46 et lui ferait ultérieurement rapport au cours de la session; l'examen officiel du point 46 est prévu pour les deux semaines commençant le 19 novembre. La Commission autoriserait le groupe de travail à élire son propre bureau et à déterminer les méthodes de travail et les documents qui lui conviennent. Deuxièmement, pour permettre aux différents groupes de poursuivre séparément leurs consultations sur le fond, la Commission pourrait décider qu'en principe le groupe de travail se réunirait pour la première fois le lundi 22 octobre. Troisièmement, la Commission poursuivrait dans l'intervalle ses travaux selon le programme de travail adopté à la 1515ème séance (A/C.2/L.1289). A cet égard, le Président souligne combien il importe de s'en tenir à ce programme, qui a été élaboré en consultation avec d'autres organes et avec des hauts fonctionnaires du Secrétariat qui viendraient à New York présenter les rapports et participer aux travaux de la Commission.

3. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) approuve d'une façon générale les propositions du Président et pense que la note du Secrétaire général reproduisant le document de travail transmis par le Conseil économique et social (A/C.2/L.1287) doit constituer la base des débats de la Commission. Néanmoins, la délégation du Royaume-Uni ne se sent nullement engagée quant au contenu du document de travail, et cela s'explique si l'on considère la résolution 1827 (LV) du Conseil, à laquelle le document est annexé. Ce document est incomplet, et il faut espérer que le groupe de travail envisagé s'efforcera d'établir un rapport qui permettra de mettre davantage en lumière les problèmes du développement et suscitera des efforts plus soutenus pour résoudre ces problèmes, surtout dans les pays développés. En définitive, ce sont les peuples des pays développés et non leurs gouvernements qui fournissent les capitaux nécessaires à l'aide au développement et ce sont eux qui doivent avoir la volonté d'être généreux. Le document doit donc les convaincre de la nécessité de contribuer à financer le développement et ne pas les indisposer par des critiques exagérées.

4. La délégation du Royaume-Uni a participé aux travaux d'établissement du document, s'efforçant de l'amener au point où il pourrait être adopté par consensus, de façon qu'il reflète une opinion commune sur la mesure dans laquelle les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement ont été atteints au cours des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que sur les conséquences de cette évaluation sur la politique à suivre. Par suite des efforts de toutes les délégations à la cinquante-cinquième session du Con-

seil économique et social, le document de travail tel qu'il est rédigé est nettement meilleur que le document initial. Toutefois, la délégation du Royaume-Uni a encore quelques critiques constructives à formuler à son propos. Outre les formules sévères que l'on y trouve parfois, ainsi que les termes mesquins utilisés quand il est fait mention des réalisations positives, le document a le tort de blâmer ou au contraire de louer certains pays. M. MacKenzie pense que si le Conseil économique et social avait eu plus de temps, il aurait corrigé ces défauts pendant la cinquante-cinquième session. C'est dans les sections concernant les pays développés que le document traite des responsabilités pour ce qui est des mesures prises ou non prises au sujet de questions dont, en fait, il ne peut être décidé que par accord entre tous les membres de la communauté internationale; les paragraphes traitant des produits de base, de la réforme monétaire et de la dette sont des exemples évidents de ce déséquilibre. A moins que le Président ne formule de propositions à cet égard, la délégation du Royaume-Uni a l'intention de faire des suggestions en vue de modifier l'ordre dans lequel les différents points sont présentés dans le document.

5. A propos des recommandations sur les mesures nouvelles, figurant à la section III du document de travail, M. MacKenzie déclare que le processus d'examen ne permet pas de prendre de décisions dans des domaines sur lesquels portent actuellement les travaux des organismes spécialisés de la communauté internationale. Il est tout à fait juste d'énumérer et de faire ressortir, parmi les mesures que les organes ont déjà adoptées, ou sont en train d'élaborer, celles qui semblent particulièrement importantes dans le cadre de la Stratégie. Mais il n'est pas raisonnable de s'attendre qu'un organe tel que la Commission, qui s'occupe de questions générales, puisse provoquer quant au fond une évolution des positions qui apparaît comme impossible au sein des organismes spécialisés. Si l'on attend des gouvernements qu'ils donnent leur appui à de telles propositions au sein de la Commission, cela ne pourra aboutir qu'à des déceptions, qu'à jeter le discrédit sur le processus d'examen ou qu'à susciter une série de réserves qui enlèveraient de sa portée au rapport concernant l'examen à entreprendre. La délégation du Royaume-Uni a manifesté devant le Conseil sa répugnance à accepter qu'il soit fait dans le document certaines mentions qui dépassent la portée de l'accord intervenu jusqu'à présent au sein des organismes internationaux compétents et elle précisera ses vues en la matière à un stade ultérieur.

6. Le document peut cependant servir de base aux travaux ultérieurs, à condition que la version finale définisse honnêtement les responsabilités en ce qui concerne les diverses mesures prises ou non prises et que les recommandations soient réalistes, compte tenu de la portée des accords intervenus jusqu'à présent sur les questions confiées aux organes délibérants. La délégation du Royaume-Uni ne pourra bien entendu s'associer à l'approbation des résultats de l'évaluation que si l'on s'efforce véritablement de satisfaire à ses demandes et d'autres semblables, de façon que le Gouvernement du Royaume-Uni puisse souscrire sans réserve au rapport correspondant.

7. Le Groupe de travail que l'on se propose d'établir pourra décider soit d'examiner le document de travail paragraphe par paragraphe, soit de ne traiter que de

certaines questions essentielles. Néanmoins, une fois que les grandes questions auront été réglées, il faudra consacrer un certain temps à l'examen de la présentation générale du document et aux questions plus secondaires que pose le libellé.

*M. Arvesen (Norvège) prend la présidence.*

8. M. VERCELES (Philippines) déclare que sa délégation appuiera la création du groupe de travail et le mandat suggéré par le Président. Il demande si le groupe de travail se réunira officiellement lorsque la Commission examinera le point 46, à partir du 19 novembre.

9. Le PRÉSIDENT déclare que toutes les réunions du groupe de travail auraient un caractère officieux. L'idée qui a été mise en avant est que, lorsque la Commission reprendrait l'examen du point 46 le 19 novembre, le groupe de travail, ayant alors achevé ses travaux, pourrait lui présenter un rapport. Toutefois, pour le cas où les travaux du groupe ne seraient pas achevés à cette date, la Commission pourrait soit lui demander de poursuivre ses réunions et annuler ses propres séances, si elle n'est pas en retard sur son calendrier, soit examiner les problèmes qui ne seraient pas encore résolus.

10. M. OGISO (Japon) déclare que, dès le début de l'opération d'examen et d'évaluation bisannuelle, sa délégation a exprimé l'avis que l'évaluation générale de la Stratégie devrait conduire l'Assemblée générale à adopter une déclaration commune par consensus et qu'elle reste convaincue que les objectifs précis à long terme de l'opération d'évaluation de la Stratégie devraient être les suivants. Premièrement, pour donner une efficacité accrue aux efforts de développement, il faudrait classer les réalisations des pays en voie de développement en plusieurs catégories, selon le degré de développement et certains autres critères et, pour chacune de ces catégories, il faudrait déterminer les mesures correctives à prendre. Deuxièmement, pour ce qui concerne la question de la répartition du revenu dans les pays en voie de développement, il faudrait examiner d'une manière approfondie la notion de produit utile net ainsi que la question de l'élaboration d'indicateurs sociaux. Troisièmement, il faudrait insister davantage sur le fait qu'il importe d'atteindre les buts et objectifs fixés dans la Stratégie pour le secteur rural; et quatrièmement, il faudrait accorder l'attention voulue à la contribution importante que les investissements privés peuvent apporter au développement.

11. La délégation japonaise note avec satisfaction que des améliorations tangibles ont été apportées au document de travail par le Conseil économique et social à la cinquante-cinquième session; dans sa nouvelle version, le document est devenu plus objectif que la version originale présentée au Comité de l'examen et de l'évaluation à sa deuxième session<sup>1</sup> et il reflète mieux les efforts tant des pays développés que des pays en voie de développement en vue d'élaborer un document reflétant un accord sur la question. M. Ogiso se félicite de constater que, dans le document, il a été tenu compte de certaines idées qu'il avait exposées antérieurement. Tout en estimant qu'un certain nombre de paragraphes pourraient être encore améliorés si le document doit être adopté par l'Assemblée générale, la délégation japonaise est en mesure de déclarer qu'elle le

considérera comme une base de discussion à la Commission.

12. La délégation japonaise appuie la proposition tendant à constituer un groupe de travail qui serait ouvert à tous et serait chargé d'examiner ledit document, et elle marque son accord pour que ce groupe se réunisse concurremment avec la Commission à partir du 22 octobre. Les suggestions visant à améliorer le document pourraient être présentées à l'avance par écrit de manière à éviter toute perte de temps.

13. M. SHEMIRANI (Iran), indiquant que le Groupe des Soixante-Dix-Sept a récemment créé un groupe de travail ouvert à tous, suggère d'intégrer ce dernier dans le groupe de travail également ouvert à tous dont le Président a proposé la création aux fins d'examiner le point 46 de l'ordre du jour. La délégation iranienne accepte la proposition du Président relative à la procédure à adopter pour les travaux de la Commission et estime que la création d'un groupe de travail du type envisagé serait de nature à accélérer ces travaux.

14. M. PARIS (Costa Rica), se référant aux observations du représentant du Royaume-Uni, estime que le processus d'examen et d'évaluation ne saurait être uniquement une évaluation du passé; il doit être aussi une opération orientée vers l'avenir, du fait qu'il a pour objet de permettre la formulation de notions nouvelles en matière d'assistance et de coopération en vue de favoriser la réalisation des objectifs de la Stratégie.

15. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les difficultés qui, à la session en cours, ont surgi au sujet de l'opération d'examen et d'évaluation peuvent être attribuées au fait que toutes les délégations n'ont pas eu la possibilité de participer aux travaux du Comité de l'examen et de l'évaluation, à ceux du Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session et aux discussions du groupe de travail sur l'examen et l'évaluation créé par le Conseil. En outre, certaines délégations auraient souhaité disposer d'un plus long délai pour examiner les résultats des consultations officielles relatives au document de travail qui se sont tenues depuis la cinquante-cinquième session du Conseil. Pour toutes ces raisons, la délégation soviétique préférerait que la Deuxième Commission examine elle-même le document, de manière que toutes les délégations aient la possibilité de participer à l'établissement d'un document — appelé à être très important — qui tiendrait compte de la position adoptée par chaque participant, sur le plan politique et sur le plan économique, en matière de coopération économique internationale. Toutefois, la délégation soviétique ne fera pas objection à la création d'un groupe de travail si la majorité des membres de la Commission se prononcent dans ce sens.

16. Au cas où le groupe de travail serait constitué, sa composition devrait être limitée mais toutes les régions et tous les groupes devraient y être représentés. Les services d'interprétation devraient lui être assurés et les délégations devraient être en mesure d'obtenir la traduction des textes écrits qu'elles désireraient soumettre. S'il devait en aller autrement, non seulement la délégation soviétique ne participerait pas aux travaux du groupe de travail mais les travaux de la Commission s'en trouveraient ralentis. Il devrait être possible d'organiser les réunions du groupe de travail de manière à ne pas les faire coïncider avec les séances

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 11*, chap. II, Sect. C.

de la Commission : c'est là un point particulièrement important pour les délégations dont la composition est réduite. Toute ces questions devraient être réglées dès le départ de manière qu'aucune délégation ne puisse ultérieurement arguer du fait qu'elle n'a pas eu la possibilité de participer aux discussions sur le document relatif à l'examen et à l'évaluation, ce qui obligerait la Commission à reprendre toute la discussion depuis le début.

17. Se référant à la déclaration du représentant de l'Iran, M. Makeyev déclare que tout groupe a le droit d'organiser des consultations et de présenter une position commune à l'issue de ces consultations, mais il souligne qu'il importe de préciser les relations éventuelles entre le groupe de travail du Groupe des Soixante-Dix-Sept et le groupe de travail de la Commission ainsi que la manière selon laquelle les travaux du premier seraient coordonnés avec ceux de la Commission considérée dans son ensemble.

18. Le PRESIDENT estime que la création d'un groupe de travail permettrait de gagner du temps. Les réunions de ce groupe de travail auraient un caractère officieux, en ce sens qu'elles ne feraient pas l'objet de comptes rendus analytiques, mais les services d'interprétation habituels seraient mis à la disposition du groupe. Celui-ci serait ouvert à tous, c'est-à-dire que toute délégation qui le désirerait pourrait participer à ses travaux. Il va de soi que c'est à la Commission dans son ensemble qu'il reviendrait de prendre une décision sur tout texte qu'élaborerait le groupe de travail.

19. M. SHEMIRANI (Iran), se référant aux observations du représentant de l'Union soviétique, précise que le groupe de travail du Groupe des Soixante-Dix-Sept est ouvert à tous, le principe essentiel étant qu'il doit représenter le plus largement possible les régions auxquelles appartiennent les membres du Groupe.

20. M. ALEJO (Mexique) dit la préoccupation de sa délégation du fait que les longues discussions qui ont déjà eu lieu dans les divers organes n'ont pas encore permis d'aboutir à une position unique en ce qui concerne l'évaluation de la Stratégie. La délégation mexicaine attribue cette situation aux divergences d'opinions quant à la Stratégie et au mécanisme d'évaluation. Elle appuie la proposition tendant à constituer un groupe de travail aux discussions duquel elle entend participer.

21. M. DELIVANIS (Grèce) indique qu'initialement il souhaitait que soit donnée au groupe de travail une composition restreinte mais qu'il estime maintenant que la participation devrait être ouverte à toutes les délégations. Avec le représentant du Royaume-Uni, M. Delivanis insiste sur la nécessité de présenter des propositions réalistes et d'éviter toute formulation qui puisse susciter des difficultés.

22. Toute délégation qui ne serait pas en mesure d'approuver la position formulée par le groupe régional auquel elle appartient devrait faire une déclaration dans ce sens au groupe de travail, lequel exposerait brièvement mais clairement toutes les opinions divergentes à la Commission. La Commission et le groupe de travail devraient se réunir tous les jours, l'un le matin, l'autre l'après-midi, de manière que les délégations de composition restreinte puissent participer aux travaux des deux organes. Répondant aux observations du représentant soviétique, M. Delivanis admet la possibilité que le groupe de travail ne parvienne pas à mener ses travaux à bonne fin, ce qui obligerait la Commission, dans son ensemble, à examiner le projet de document sur l'examen et l'évaluation, mais il estime qu'il ne faudrait cependant ménager aucun effort pour arriver à un accord au sein du groupe de travail, où les délégations pourraient parler plus librement du fait qu'il ne serait pas établi de compte rendu analytique des séances.

23. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) propose que la Commission demande au groupe de travail de lui faire rapport au plus tard le 19 novembre.

24. M. RANKIN (Canada) appuie la proposition tendant à constituer un groupe de travail et suggère qu'au cas où aucune objection ne serait formulée la Commission prenne une décision immédiatement.

25. M. PINO SANTOS (Cuba), rappelant que sa délégation a déjà exposé ses vues sur l'opération d'examen et d'évaluation lors de la discussion générale (1527ème séance), indique qu'elle souhaiterait néanmoins présenter ses vues par écrit au groupe de travail, aux discussions duquel elle se propose de participer.

26. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le calendrier des travaux de la Commission et des travaux du groupe de travail devrait être établi de la manière la plus souple possible afin d'assurer que les séances des deux organes ne coïncident pas tout le temps.

27. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission décide de créer un Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, ouvert à toutes les délégations et chargé d'examiner le point 46 de l'ordre du jour ainsi que de faire rapport à la Commission au plus tard le 19 novembre. Le calendrier des séances du Groupe de travail serait établi avec la plus grande souplesse possible.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 16 h 40.*